
Équateur : des habitants traditionnels de la mangrove sont attaqués et délogés

Le mardi 4 décembre, à 9 heures du matin, des effectifs de la Police nationale ont brûlé les maisons et les cultures des habitants de Bilsa (canton de Muisne, province d'Esmeraldas). Cette communauté y habite depuis toujours, en s'adonnant à la pêche de crabes et à l'agro-écologie. Il s'agit de personnes qui ont vécu dans ces terres pendant plus de vingt ans et qui, par conséquent, ont droit à obtenir des titres de propriété formels, comme prévu par le Code civil.

Les peuples ancestraux de l'écosystème de mangrove, qui font partie de la Coordinadora Nacional para la Defensa del Ecosistema Manglar (C-CONDEM), condamnent avec énergie et de façon catégorique cet acte criminel et dénoncent que « cette violation des droits de l'homme des peuples de la mangrove vient s'ajouter aux nombreuses autres qui ont eu lieu sur la côte équatorienne au cours des derniers mois où les peuples de la mangrove ont été délogés sur l'ordre des autorités : c'est ce qui est arrivé à Verdún, dans la province de Manabí, à Bajo Alto dans la province d'El Oro et aux habitants du marais salant de Guayas, à la demande de prétendus propriétaires ou en raison d'accusations d'atteintes à l'environnement. Or, pendant ce temps les politiques gouvernementales légalisent des milliers d'hectares en faveur des éleveurs industriels de crevettes qui usurpent notre territoire ».

<http://www.ccondem.org.ec/boletin.php?c=1238>